

PROJET DE LOI
SUR L'ARBITRAGE

PROGETTO DI LEGGE IN MATERIA DI COMPETENZA DEL DIRITTO PRIVATO
INTERNAZIONALE RELATIVA ALL'ARBITRATO PER LA GIURISPRUDENZA DEL DIRITTO PRIVATO

AVANT-PROJET D'UNE LOI INTERNATIONALE
SUR L'ARBITRAGE EN DROIT PRIVÉ
PRELIMINARY DRAFT OF AN INTERNATIONAL
LAW ON ARBITRATION

PRÉSENTÉ PAR LE COMITÉ EUROPÉEN
D'ARBITRAGE ET D'ÉQUITÉ

PRESENTED BY THE INSTITUTES
COMMITTEE ON ARBITRATION

ROME, SEPTEMBER 1955

AVANT-PROJET D'UNE LOI INTERNATIONALE SUR L'ARBITRAGE EN DROIT PRIVÉ

DOMAINE D'APPLICATION DE LA LOI

Article 1. La présente loi est applicable lorsque les parties ont leur résidence habituelle dans des pays différents au moment où la convention arbitrale est signée et à supposer même que, lors du litige, elles aient leur résidence habituelle dans le même pays.

Si l'une des parties est une personne juridique ou une société, on entend par résidence habituelle de cette partie le lieu où est situé l'établissement qui a conclu la convention arbitrale, même si cet établissement n'est qu'une succursale.

La nationalité des parties n'est pas prise en considération.

Les parties peuvent exclure l'application de la présente loi à la condition qu'elles stipulent l'application d'une autre loi particulière.

Article 2. La présente loi est également applicable lorsque les parties en ont stipulé l'application, soit de façon expresse, soit en se référant à un règlement déterminé.

LA CONVENTION ARBITRALE

Article 3. Toutes personnes peuvent compromettre sur les droits dont elles ont la libre disposition.

Un compromis sur des contestations futures n'est valable que s'il concerne les contestations qui découlent d'un contrat ou autre rapport de droit déterminé.

Article 4. La convention arbitrale doit être stipulée par écrit et signée par les parties sous peine de nullité. Elle peut être modifiée de la même manière. La nullité, toutefois, est couverte, en ce qui concerne une contestation donnée, s'il résulte du procès-verbal ou de la sentence que les parties ont comparu devant la juridiction arbitrale et que, par leur conduite, elles ont renoncé à se prévaloir de cette nullité.

Article 5. La convention arbitrale est de nul effet si elle contient une stipulation qui confère aux parties une situation juridique inégale. La nullité, toutefois, est couverte si la partie avantagée renonce à se prévaloir de cette stipulation.

Article 6. La convention arbitrale est sans effet, en ce qui concerne une contestation donnée, et le tribunal, même d'office, refuse de collaborer à la constitution de la juridiction arbitrale et connaît d'un litige en dépit d'une convention arbitrale:

- a) si l'intérêt de tiers l'exige; ou
- b) si la contestation est en connexité étroite avec un litige déjà pendant en justice; ou
- c) si la contestation implique qu'un fait délictueux a été intentionnellement commis par l'une des parties, et qu'il apparaisse nécessaire, dans l'intérêt supérieur de la justice ou de cette partie, que la convention arbitrale soit privée d'effet.

Article 7. Une partie ne peut plus invoquer une convention arbitrale, en ce qui concerne une contestation donnée, lorsqu'elle a manifesté sa volonté de ne pas s'en prévaloir, ou de ne pas être liée par cette convention.

Le fait de demander en justice une simple mesure conservatoire n'empêche pas d'invoquer une convention arbitrale.

LA JURIDICTION ARBITRALE

Article 8. L'arbitre ou les arbitres peuvent être désignés soit dans la convention arbitrale, soit postérieurement à cette convention.

Si la convention ne dit pas en quel nombre et comment les arbitres doivent être nommés, chacune des parties désigne un arbitre.

Lorsque les arbitres sont en nombre pair, ils désignent, avant d'entrer en fonctions, un autre arbitre qui est de droit le président de leur juridiction. Lorsqu'ils sont en nombre impair, ils désignent parmi eux le président de la juridiction arbitrale. Faute d'accord entre les arbitres, ces désignations sont faites par le tribunal à la requête d'une des parties.

Article 9. La partie qui se prévaut de la convention arbitrale précise la contestation qu'elle soulève et, s'il y a lieu, désigne son arbitre. Elle en donne avis à la partie adverse et, s'il y a lieu, à la personne qui, en vertu de la convention arbitrale, est chargée de désigner un arbitre. Cette notification peut être faite par lettre recommandée.

Article 10. Si la partie adverse, ou la personne invitée à désigner un arbitre, ne l'a pas fait dans un délai de quinze jours francs à partir de la date où la notification a dû normalement lui parvenir, le tribunal désigne cet arbitre.

Article 11. Si un arbitre qui n'a pas été désigné nommément dans la convention arbitrale meurt ou devient incapable ou donne sa démission, il est pourvu à son remplacement dans un délai de quinze jours francs de la même manière qu'il avait été nommé. Si un tel

arbitre est récusé ou révoqué, il est pourvu à son remplacement par le tribunal.

Si l'arbitre qui vient à faire défaut avait été désigné nommément dans la convention arbitrale elle-même en raison de ses qualités personnelles, et que les parties ne s'entendent pas pour le remplacer, la convention arbitrale, sauf convention contraire, devient caduque. Elle demeure cependant valable en ce qui concerne une contestation future si, au moment où celle-ci vient à surgir, l'arbitre est en mesure d'en connaître.

Article 12. Toute personne peut être nommée arbitre, quelle que soit sa nationalité.

Un arbitre peut être récusé:

- 1) lorsqu'il n'a pas atteint l'âge de la majorité, ou
- 2) lorsque, en raison d'une condamnation par lui encourue, ou pour défaut de discernement, maladie, absence ou pour quelque autre motif, l'arbitre n'est pas en mesure d'accomplir de façon satisfaisante sa fonction ou ne peut pas l'accomplir dans un délai raisonnable.

Le troisième arbitre peut en outre être récusé s'il existe quelque circonstance susceptible d'inspirer des doutes sur son impartialité ou sur son indépendance.

Article 13. La demande de récusation doit être adressée à la juridiction arbitrale par une partie avant la prononciation de la sentence, et aussitôt que cette partie a eu connaissance du motif de récusation.

Si la juridiction arbitrale rejette la demande de récusation, cette décision peut être attaquée devant le tribunal.

Une partie ne peut récuser l'arbitre qu'elle a elle-même nommé.

Article 14. Si un arbitre, ayant accepté sa fonction, tarde indûment à la remplir, le tribunal peut le révoquer.

Le décès d'une partie ne met pas fin à la fonction de l'arbitre qu'elle a nommé.

DÉLAI DE L'ARBITRAGE

Article 15. Sauf stipulation contraire, la convention arbitrale devient caduque, pour la contestation soulevée en l'espèce, si la sentence n'est pas rendue dans les six mois à partir du jour où la juridiction arbitrale a été constituée.

Ce délai peut être prorogé par les parties ou, s'il existe une raison spéciale de le faire, par le tribunal.

PROCÉDURE DE L'ARBITRAGE

Article 16. Les parties fixent le lieu de l'arbitrage et les formes et délais de la procédure à suivre par la juridiction arbitrale.

Si elles ne l'ont pas fait avant le moment où les arbitres ont accepté leur fonction, il appartient à la juridiction arbitrale de le faire.

Article 17. Le président de la juridiction arbitrale règle la police des audiences et dirige les débats. Il prend soin des convocations et des autres questions matérielles d'organisation de la procédure.

Nonobstant toute clause contraire, la juridiction arbitrale peut admettre le droit pour les parties de se faire représenter ou assister par des tiers.

Article 18. La juridiction arbitrale, si la convention ne l'autorise pas à juger sur pièces, doit donner aux parties la possibilité de comparaître et de faire valoir leur cause. Les parties peuvent être convoquées par lettre recommandée. Si une partie, sans empêchement légitime, ne comparaît pas, la juridiction arbitrale peut néanmoins trancher la contestation.

Article 19. La juridiction arbitrale, même autorisée à juger sur pièces, peut entendre des témoins ou des experts pour s'éclairer sur le litige.

Article 20. Si la juridiction arbitrale estime nécessaire un acte auquel elle n'a pas qualité pour procéder, cet acte est accompli par l'autorité compétente, à la requête de l'une des parties.

Article 21. La juridiction arbitrale peut, selon les circonstances, procéder à l'instruction et au jugement du litige ou y surseoir, lors même que l'une des parties viendrait à alléguer que l'arbitrage ne doit pas avoir lieu ou que la procédure arbitrale doit être suspendue.

LA SENTENCE ARBITRALE

Article 22. La sentence est rendue à la majorité absolue des voix, après une délibération à laquelle tous les arbitres doivent assister en personne. Si une majorité absolue ne peut pas se former, la voix du président est prépondérante.

La sentence est rédigée par écrit et signée par les arbitres. La signature de la majorité ou, en cas de partage, celle du prési-

dent de la juridiction arbitrale, suffit si la sentence constate les motifs pour lesquels les signatures des autres arbitres font défaut.

La sentence indique le lieu et la date où elle est rendue.

Article 23. La juridiction arbitrale signifie la sentence aux parties et elle la dépose au lieu prévu par la convention arbitrale ou, faute d'une telle stipulation, en un lieu déterminé par elle.

Article 24. La juridiction arbitrale peut prononcer une sentence partielle, et réserver pour une autre sentence d'autres points contestables du litige, si cela est possible sans préjudice pour les parties.

EXÉCUTION DE LA SENTENCE

Article 25. La sentence ne peut faire l'objet d'une procédure d'exécution forcée qu'après avoir été déclarée exécutoire par l'autorité judiciaire. L'autorité judiciaire saisie d'une demande d'exequatur donne aux parties, avant de statuer, la possibilité de présenter leurs objections.

Article 26. L'autorité judiciaire refuse d'office l'exequatur:

- a) si la sentence a déjà été satisfaite; ou
- b) si un exequatur a déjà été accordé à la sentence dans un pays où la présente loi est en vigueur; ou
- c) si la sentence est contraire à l'ordre public; ou
- d) si les arbitres se sont prononcés sur un point qui ne pouvait pas être soumis à l'arbitrage d'après la loi du pays où l'exequatur est demandé ou d'après la loi particulière qui régit la convention arbitrale.

Article 27. L'autorité judiciaire refuse l'exequatur si la partie assignée rend vraisemblable qu'il existe à son profit un motif d'annulation de la sentence.

Lorsqu'un motif d'annulation est invoqué, l'autorité judiciaire, si elle croit néanmoins devoir accorder l'exequatur, peut subordonner à une caution l'exécution de la sentence pendant l'instance en annulation.

Article 28. Lorsqu'une sentence a été déclarée exécutoire par l'autorité judiciaire dans l'un des pays où la présente loi est en vigueur, elle peut faire l'objet d'une procédure d'exécution forcée dans l'un quelconque des pays où la présente loi est en vigueur.

L'exécution forcée est néanmoins refusée:

- a) si la sentence a déjà été exécutée; ou
- b) si la sentence est contraire à l'ordre public du pays où l'exécution est demandée; ou
- c) si la sentence a été rendue dans une matière pour laquelle la loi du pays où l'exécution est demandée n'admet pas le recours à l'arbitrage.

ANNULATION DE LA SENTENCE

Article 29. La sentence est annulée dans les cas suivants:

- 1) lorsqu'il existe un motif pour lequel l'exequatur doit être refusé aux termes de l'article 26;
- 2) s'il n'existe pas une convention arbitrale valable ou que la convention arbitrale ait dû être privée d'effet aux termes de l'article 6;
- 3) si la sentence a été rendue après l'expiration du délai prévu par les parties ou par la présente loi;

4) lorsque la sentence a été rendue par une juridiction arbitrale irrégulièrement constituée ou lorsque la récusation d'un arbitre a été à tort refusée;

5) lorsque la juridiction arbitrale a excédé sa compétence ou ses pouvoirs; toutefois l'annulation de la sentence peut en ce cas n'être que partielle;

6) si les arbitres n'ont pas conduit impartialement la procédure ou qu'ils aient agi au mépris des principes fondamentaux de la justice;

7) si la sentence n'est pas signée conformément aux dispositions de l'article 22;

8) lorsqu'il s'agit d'une sentence partielle, si l'une des parties subit un préjudice de ce fait.

Article 30. La sentence est également annulée si, contrairement à la convention expresse des parties, elle n'est pas pourvue de motifs ou si les arbitres n'ont pas respecté les règles légales touchant la recevabilité des preuves ou la solution de fond à donner au litige.

Article 31. La sentence peut être annulée si la juridiction arbitrale a omis de statuer sur l'un des points à elle soumis. Le tribunal, s'il maintient en ce cas la sentence, est compétent pour régler les points non tranchés par la juridiction arbitrale, s'il trouve l'affaire en état et que l'une des parties dépose des conclusions en ce sens.

Le tribunal peut également, à la requête de l'une des parties, renvoyer la sentence à la juridiction arbitrale, pour que celle-ci, dans un délai fixé par lui, rende une sentence complémentaire.

Une erreur purement matérielle dans la sentence peut être corrigée par le tribunal.

Article 32. La sentence est annulée si elle a été obtenue par la fraude de l'une des parties, ou si elle est fondée sur une preuve reconnue fausse, ou si elle a été rendue dans l'ignorance d'une pièce qui présente une importance décisive et que le demandeur n'était pas dans la possibilité de produire.

Article 33. L'annulation de la sentence doit être demandée dans un délai de soixante jours francs à partir du jour où elle a été signifiée.

Dans le cas de l'article 32, la nullité doit être demandée dans un délai de rigueur de trois mois à dater de la découverte de la fraude ou des pièces nouvelles. Elle cesse de pouvoir être demandée lorsque trois années se sont écoulées depuis le prononcé de la sentence.

Article 34. La sentence ne peut être annulée à la requête d'une partie si cette dernière doit être considérée comme ayant renoncé à faire valoir le vice qu'elle invoque.

Une partie ne peut être considérée comme ayant renoncé à faire valoir un vice si, au moment où ce vice est intervenu, elle a exprimé des réserves formelles.

La nomination par elle d'un arbitre n'enlève pas à une partie le droit d'alléguer l'incompétence de la juridiction arbitrale.

FRAIS ET HONORAIRES

Article 35. La sentence se prononce sur les frais de l'arbitrage et sur les honoraires des arbitres, et elle fixe celui qui doit en supporter la charge. La juridiction arbitrale peut toutefois remettre au tribunal la fixation des honoraires des arbitres.

Les parties sont solidairement responsable du paiement des honoraires et frais des arbitres.

La décision relative à ces honoraires et frais peut être attaquée par une partie indépendamment du reste de la sentence.

TRIBUNAL COMPÉTENT

Article 36. Le tribunal compétent pour statuer sur la nomination, la récusation ou la révocation d'un arbitre ou du président de la juridiction arbitrale, ou sur la prorogation du délai de l'arbitrage ou sur les honoraires et frais des arbitres, est le tribunal prévu par les parties. Faute d'une telle stipulation, le tribunal compétent est celui du lieu de l'arbitrage. Si le lieu de l'arbitrage n'a pas été fixé, le tribunal compétent est celui du lieu où le défendeur a sa résidence habituelle.

Les décisions de ce tribunal ne sont susceptibles d'aucun recours.

Article 37. L'exequatur doit être demandé au lieu prévu par les parties. Faute d'une telle stipulation il peut être demandé au lieu où le défendeur a sa résidence habituelle, ou au lieu où la sentence a été prononcée, ou en tout autre lieu où le défendeur possède des biens susceptibles de faire l'objet d'une exécution forcée.

L'annulation de la sentence doit être demandée au lieu où l'exequatur a été demandé. Si un exequatur n'a pas été demandé, ou au cas de l'article 32, le tribunal compétent pour statuer sur l'annulation de la sentence est celui prévu par les parties ou, faute d'une telle stipulation, le tribunal du lieu où le défendeur a sa résidence habituelle.

(Les lois nationales particulières règlent les recours qui peuvent être éventuellement exercés contre les décisions rendues sur leur territoire en matière d'exequatur ou d'annulation de sentence).

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 38. Les actes de procédure prévus par la présente loi, lorsque leur forme n'a pas été autrement réglée, sont accomplis conformément à la loi du pays où ils interviennent.

Article 39. Les dispositions de la présente loi sont applicables par analogie lorsque la mission de l'arbitre, en vertu de la convention arbitrale, est simplement d'établir un point de fait, sans se prononcer sur les conséquences de droit qui en résultent.

PRELIMINARY DRAFT OF AN INTERNATIONAL LAW ON ARBITRATION

THE SCOPE OF THE LAW

Article 1. The present law shall apply when, at the time a submission to arbitration is signed, the parties thereto have their respective habitual residences in different countries, even if at the time a dispute arises they have their habitual residences in the same country.

If one of the parties is an association or a corporation its habitual residence shall be deemed to be the place of the situation of the establishment that has made the submission, even if such establishment is only a branch.

The nationality of the parties shall not be taken into consideration.

The application of this law may be excluded provided that the parties to a submission shall state that another defined law shall apply.

Article 2. The present law shall also apply when the parties (to a submission) have expressly so provided, or have impliedly so provided, by reference to a definite set of rules.

Article 3. Everyone may submit to arbitration any rights over which he has an unrestricted power of disposition.

A submission of future differences shall only be valid if it relates to disputes arising out of a legal relationship or a contract.

THE SUBMISSION

Article 4. A submission shall be void, unless entered into in writing and signed by the parties thereto; modifications may be made thereto in the same way.

A submission void under this article shall be rendered operative in relation to any particular difference if it appears from the minutes of evidence of the arbitral proceedings in relation thereto, or from the award in respect thereof, that the parties have appeared before the arbitral tribunal and that by their conduct they have waived their right to rely on such invalidity.

Article 5. A submission shall be void if it contains a term which unduly favours one of the parties. If however the party thereby favoured renounces the benefit of such a term the submission shall not be affected.

Article 6. A submission shall be deprived of any effect in so far as it relates to any given difference, and the court may, even of its own initiative, refuse to give any assistance in the setting up of the arbitral tribunal, and may refuse to stay any legal proceedings in spite of the submission to arbitration:

- a) if the interest of some third party renders this imperative; or
- b) if the difference is closely connected with litigation which is already pending; or
- c) if the difference implies that a criminal act has been committed by one of the parties and that in the interests of justice, or of such party, it appears necessary that the submission be deprived of effect.

Article 7. A party may no longer rely on a submission, in so far as it relates to a particular difference, where he has clearly shown his intention not to rely thereon or not to be bound thereby.

A party shall not be prevented from relying on a submission by the mere fact of his claiming interlocutory assistance to preserve (the subject matter of the difference).

THE ARBITRAL TRIBUNAL

Article 8. The arbitrator or arbitrators may be nominated in the submission itself or after it has been entered into.

If the submission does not state the number and manner of appointing the arbitrators, each party shall nominate an arbitrator.

When an even number of arbitrators has been appointed they shall, before entering on the reference, nominate another arbitrator who shall have the right to preside over the arbitral tribunal. When an odd number of arbitrators has been appointed they shall appoint one of themselves to act as president. In case the arbitrators cannot agree thereon, the president shall be nominated by the court at the request of one the parties.

Article 9. The party who invokes a submission shall state the difference he proposes to submit and, if need be, shall nominate his arbitrator giving notice thereof to the other side and, if necessary, to the person who, by virtue of the submission has the duty of nominating an arbitrator.

Any such notification may be made by registered letter.

Article 10. If the party who has received notice to nominate an arbitrator, or if the person invited to do so, shall not have made the appointment within 15 clear days from the date when such notification would normally have come to hand, the court shall nominate such arbitrator.

Article 11. If an arbitrator not designated by name in the submission, shall die or become incapable of acting, or shall

resign, he may be replaced within 15 clear days, in the same way that he was nominated. If an arbitrator not designated by name in the submission is challenged, or if his appointment is revoked, then the duty of appointing a substitute shall devolve on the court.

If the arbitrator who has died or become incapable of acting, or who has resigned, was designated by name in the submission because of his personal qualifications, and the parties to the submission cannot agree upon a substitute, then unless there be an agreement to the contrary, the submission shall be void, except so far as it relates to future differences, provided that, as and when such differences occur, the arbitrator shall be in a position to deal with them.

Article 12. Anyone may be nominated as arbitrator irrespective of his nationality.

An arbitrator may be challenged:

- 1) when he has not attained his majority;
- 2) when, because he has been convicted, or is mentally incapable, is ill, absent, or for any other reason he is unable to fulfil his office satisfactorily, or cannot fulfil it within a reasonable time.

The third arbitrator may further be challenged if any circumstances exist capable of casting doubt on his impartiality or independence.

Article 13. A challenge must be addressed by a party to the arbitral tribunal before the award is made, and as soon as such party has become aware of the ground for his challenge.

An appeal lies to the Court from the decision of the arbitral tribunal refusing to accept a challenge. No party may challenge an arbitrator of his own nomination.

Article 14. If an arbitrator having accepted his office, shall unduly delay to fulfil it, the court may, at the request of one of the parties, revoke his appointment.

An arbitrator shall not be discharged by the death of the party who has nominated him.

STEPS IN THE ARBITRATION

Article 15. In the absence of a provision to the contrary, a submission shall become void, as regards any particular difference submitted, if the award is not made within the period of six months from the date when the arbitral tribunal was constituted.

Such period may be extended by the parties to the submission or, where there is some special reason, by the court.

THE PROCEDURE IN THE ARBITRATION

Article 16. The parties shall settle the place of the arbitration and the procedure to be followed by the arbitrators, and if they have not done this before the arbitrators have accepted their appointment the arbitral tribunal itself shall have the right to do so.

Article 17. The president of the arbitral tribunal shall regulate the hearings and direct the debates (before it). He shall provide for the issue of summons and other formal procedural questions. The arbitral tribunal may, notwithstanding a clause to the contrary in the submission, admit the right of a party to be represented or assisted by others.

Article 18. If the submission does not authorize the arbitral tribunal to determine the difference on written evidence only, the arbitral tribunal shall give each party the opportunity of appearing before it and proving his case. For this purpose parties may be summoned by registered letter. If a party fails to appear without legitimate excuse the tribunal may nevertheless proceed to its award.

Article 19. The arbitral tribunal may, even if authorized to proceed only on written evidence, hear witnesses or experts in order to settle the difference.

Article 20. If the arbitral tribunal shall not have the means to direct or carry out an act that it deems necessary, such act may be directed or carried out by a competent authority at the request of one of the parties.

Article 21. The arbitral tribunal may, according to the circumstances of the case, proceed with the conduct of the case and to the award, or may adjourn the arbitration or the award, even when one of the parties has alleged that the arbitration ought not to take place, or that the arbitral proceedings should be suspended.

THE AWARD

Article 22. The award shall be made by an absolute majority of votes after a session at which all the arbitrators must be present in person. If an absolute majority cannot be obtained the president's vote shall preponderate.

The award shall be reduced to writing and signed by all the arbitrators. The signature of the majority or, in the case where no absolute majority is obtainable, that of the president of the arbitral tribunal shall suffice if the award sets forth the reasons why the signatures of the other arbitrators are lacking.

The award shall indicate the place and date it is made.

Article 23. The arbitral tribunal shall communicate (copies of) the award to the parties to the submission and shall deposit (the original) in the place provided by the submission or, if no such place is indicated therein, at some place to be settled by the arbitral tribunal itself.

Article 24. The arbitral tribunal may, if it can do so without prejudice to the parties to the submission, make a partial award (on some of the differences submitted to it) reserving other differences for a further award.

THE EXECUTION OF THE AWARD

Article 25. An award may be the subject of execution only when it has been declared executory by a judicial authority. Any judicial authority before whom leave to execute is claimed shall, before making its decision, give the parties the opportunity of stating their objections.

Article 26. A judicial authority shall, on its own initiative, refuse leave to execute:

- a) if the award has already been satisfied; or

b) if leave to execute has already been accorded in respect of the award in a country where this law is in force; or

c) if the award is contrary to public policy; or

d) if the arbitrators have decided some question that was not capable of being submitted to arbitration according to the law of the place where leave to execute has been claimed, or according to the particular law that governs the submission.

Article 27. A judicial authority may refuse leave to execute if a party cited to appear shows that he has a *prima facie* case for setting aside the award.

If, when a reason for setting aside an award has been invoked, a judicial authority considers nevertheless that it ought to give leave to execute, it may do so on terms, pending proceedings for setting aside the award.

Article 28. When leave has been given to execute an award by a judicial authority of one of the countries in which the present law is in force, the award may be executed in any one of such countries.

Execution shall nevertheless be refused:

a) if the award has already been executed; or

b) if the award is contrary to public policy in the country where execution is claimed; or

c) if the award has been made in respect of some matter which the law of the country where execution is claimed does not permit to be submitted to arbitration.

SETTING ASIDE THE AWARD

Article 29. The award shall be set aside in any of the following cases:

- 1) When leave to execute it would be refused under art. 26;
- 2) If there is no valid award, or if the submission ought to have been deprived of effect under art. 6;
- 3) If the award has been made after the expiration of the period fixed by the parties or by the law;
- 4) When the award has been given by an irregularly constituted arbitral tribunal, or when a challenge to an arbitrator has been wrongly disallowed;
- 5) When the arbitral tribunal has exceeded its jurisdiction or its powers; in this case however, the setting aside may be merely partial;
- 6) If the arbitrators have not conducted the proceedings with impartiality, or if they have acted contrary to the fundamental principles of justice;
- 7) If the award has not been signed according to the terms of art. 22;
- 8) When one of the parties has been prejudiced by reason of the award being only a partial one.

Article 30. The award shall also be set aside if, contrary to the express stipulation of the parties, the arbitrators have not given their reasons or have not respected the legal rules relating to the admissibility of evidence or for the determination of the merits of the difference submitted.

Article 31. An award may also be set aside if the arbitral tribunal has failed to give a decision on one of the questions submit-

ted to it. If however the court upholds the award in such a case, it shall be competent to determine the questions left unsettled by the arbitral tribunal if the question is ripe for such determination and one of the parties makes an application for this purpose.

The court may also, on the application of one of the parties, remit the award to the arbitral tribunal in order that it may, in a period fixed by the court, make a supplementary award.

A purely verbal mistake in an award may be corrected by the court.

Article 32. The award shall be set aside if it has been obtained by the fraud of one of the parties to the submission, or if it is based on evidence which has been proved false, or if it has been made in ignorance of some document that is of decisive importance and which the person claiming to avoid the award was unable to produce (at the hearing).

Article 33. An application to set aside an award must be made within a period of sixty clear days from the date that it has been communicated to the party making the application.

In the cases dealt with by art. 32, an application to set aside an award must be made within a maximum period of three months from the date of the discovery of the fraud or fresh evidence, it may not be claimed later than three years from the publication of the award.

Article 34. The award cannot be set aside at the instance of a party who is precluded from alleging the cause therefore upon which he relies.

A party shall not be deemed to be precluded from relying on any cause for setting aside the award if, at the moment such cause

arose he expressly reserved his rights. The nomination of an arbitrator by a party shall not take away his right to allege the incompetence of the arbitral tribunal.

COSTS EXPENSES AND FEES

Article 35. The costs and the expenses of the arbitration, the fees of the arbitrators and the incidence thereof shall be settled in the award.

The arbitral tribunal may however remit the settling of the fees of the arbitrators to the court.

The parties shall be jointly and severally liable for the payment of the fees and expenses of the arbitrators.

The decision relating to such fees and expenses may be attacked by any party independently of the rest of the award.

THE COMPETENT COURT

Article 36. Any court agreed on by the parties shall be competent to consider the nomination, the challenging, or the revocation of an arbitrator or president of an arbitral tribunal, the extension of the period of the arbitration, or the fees and expenses of the arbitrators.

In case no such court has been agreed on, the competent court shall be that of the place of the arbitration. If the place of the arbitration shall not have been agreed on, the competent court shall be that of the place where the defendant has his habitual residence.

No appeal will lie from the decision of such court.

Article 37. An application for leave to execute an award must be made in the place agreed on by the parties. In case no such agreement has been made, it may be claimed in the place where the defendant has his habitual residence, or in a place where the award has been given, or in any other place where the defendant possesses property capable of being the subject of execution.

An application to set aside an award must be made in the place where leave to execute it has been claimed. If leave to execute has not been claimed, or in the cases regulated by art. 32 hereof, the court competent to consider the setting aside of the award shall be that agreed on by the parties, or if no such place has been agreed on, the court of the place where the defendant has his habitual residence.

(The various national laws ruling in the countries where applications are made, shall determine what appeals will lie in respect of applications for leave to execute and to set aside awards).

GENERAL PROVISIONS

Article 38. When the various procedural matters referred to in this law have not been otherwise settled, they shall be carried out according to the law of the place where they are required to (be performed).

Article 39. The provisions of this law shall be applied as far as possible when, by virtue of the submission, the duty of the arbitrator is only to settle questions of fact, without deciding the legal consequences thereof.